

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux & Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **21 MARS 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SENONAI

ZI des vauguillettes - 89100 SENS

Références : **2 2 0 2 1 5**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SENONAI implanté ZI des vauguillettes 89100 SENS. L'inspection a été annoncée le 26/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SENONAI
- ZI des vauguillettes 89100 SENS
- Code AIOT dans GUN : 0005402764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site inspecté est une plateforme de compostage appartenant à la Communauté de communes du Sénonais et dont l'exploitation est assurée depuis début 2021 par BIDV (précédemment l'exploitant était ECOSYS).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3	/	Sans objet
Valeurs limites – Consommation d'eau du réseau d'adduction d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.1	/	Sans objet
Conditions d'admission des déchets sur le site	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 39	/	Sans objet
Constitution d'une installation de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.1.1	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 11.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites – Rejets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.2	/	Sans objet
Contrôles	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 33	/	Sans objet
Aménagement des installations – aires spécifiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.1	/	Sans objet
Aménagement des installations – plate-forme de compostage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.2	/	Sans objet
Aménagement des installations – dispositif de pesage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.3	/	Sans objet
Conditions d'exploitation – limitation de l'impact olfactif	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 41.5	/	Sans objet
Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.5	/	Sans objet
Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.7	/	Sans objet
Contrôle et suivi du procédé	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est maintenu propre. Aucune odeur particulière n'était perceptible le jour de l'inspection.

2 non-conformités ont été relevées :

- l'ensemble des informations réglementaires ne sont pas consignées dans les registres d'admission,
- les 2 aires de stockage des déchets verts entrants et de compost fini ne sont pas situées à moins de 8 mètres des limites de propriété du site.

Des éléments sont attendus de l'exploitant concernant sa mise à jour de sa situation administrative, sa consommation d'eau sur site, la mise en place d'une cuve de GNR et la zone de dépotage associée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : Situation administrative (voir tableau article 3 de l'arrêté préfectoral du 29/01/02)
Constats : Les rubriques 322, 2170 et 2260 pour lesquelles l'exploitant était autorisé sont désormais regroupées dans l'unique rubrique 2780 (le broyage étant strictement lié aux matières compostées). L'exploitant bénéficie de l'antériorité à hauteur de 22 t/j de production de compost. Les activités de compostage relèvent depuis le 29/10/09 de la rubrique 2780-1 c) du régime de la déclaration. L'arrêté préfectoral d'autorisation est désormais un arrêté de prescriptions spéciales et demeure pleinement applicable au site. L'exploitant indique que l'installation de compostage sert également de plateforme de transit pour les déchets bois issus des 3 déchetteries de la Communauté de communes du Grand Sénonais. Il précise que ces déchets ne sont pas broyés sur site mais envoyés à la société KRONOSPAN où le broyage est réalisé. Sur le site de compostage, une zone est effectivement dédiée à la récupération des déchets des bennes à bois issus des déchetteries. Le site relevant désormais du régime déclaratif, l'exploitant, s'il relève de la déclaration pour la rubrique 2714, doit télédéclarer ses activités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites – Consommation d'eau du réseau d'adduction d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites – Consommation d'eau du réseau d'adduction d'eau
Prescription contrôlée : Sa consommation est limitée en volume à 550 m ³ /an.
Constats : L'exploitant fournira sa consommation annuelle d'eau pour les 3 dernières années.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites – Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites – Rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes : A - En termes de caractéristiques générales des effluents - pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5, - température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C. B - En termes de concentrations Eaux prélevées au trop plein du bassin de confinement des eaux pluviales et eaux résiduaires. Paramètres Normes d'ana Concentration (mg/l) MES NFT90 105 600 DCO NFT90 101 2000 DBO5 NFT 90103 800 Azote global (en N) NFEN ISO 25663 150 Phosphore total (en P) NFT90 023 50
Constats : Une analyse a été réalisée le 14/02/2022 au niveau du bassin de lixiviats. Les VLE sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Prescription contrôlée : Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an. Les extincteurs doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil,
Constats : Vérifications électriques : Les 2 derniers rapports APAVE datent du 19/01/21 et 25/02/22. 11 observations ont été relevées sur le dernier rapport 2022 dont la plupart récurrentes. Vérification extincteurs : Intervention par ARLI réalisée le 10/02/22 qui indique "Q4 non conforme". Le prestataire est revenu le 01/03/22 pour notamment rajouter 2 extincteurs à proximité de la nouvelle cuve de GNR. Ce dernier rapport indique "N4 conforme".
Observations : L'exploitant fournira un échéancier de levée des observations inscrites dans le rapport de vérification des installations électriques de 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'admission des déchets sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Toute livraison de déchets doit faire l'objet d'un contrôle visuel. Un registre d'admission doit être ouvert et tenu à jour. Sur ce registre doivent être consignées les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les quantités réceptionnées,- l'identification du véhicule concerné,- le lieu de production ou de collecte correspondant,- la date et l'heure de réception,- le résultat du contrôle de réception,- le motif de l'éventuel refus d'admission.
Constats : La majorité des intrants vient des déchetteries de la communauté de communes. Un pont bascule associé à un logiciel permet d'enregistrer les poids des déchets entrants. Les apporteurs disposent d'un badge délivré par l'exploitant pour assurer l'enregistrement des pesées. L'adresse et le nom de l'apporteur est disponible via celui-ci mais le véhicule n'est pas précisément identifié. L'exploitant indique réaliser un contrôle visuel à l'entrée ou sur la plateforme de déchargement des déchets mais celui-ci n'est pas formalisé ni tracé. L'exploitant indique qu'il n'a procédé à aucun refus d'admission jusqu'à présent. L'ensemble des informations réglementaires ne sont pas consignées dans le registre d'admission (l'identification du véhicule, le résultat du contrôle de réception, le motif de l'éventuel refus d'admission)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des installations – aires spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des installations
Prescription contrôlée : Les aires particulières suivantes sont matérialisées sur la plate-forme de compostage : <ul style="list-style-type: none">- une aire de déchargement réception,- une aire de broyage- une aire de compostage- un emplacement pour le stockage de la (ou des) benne(s) à déchets. Elles sont nettement délimitées. L'aire de réception doit être clairement signalée par affichage. Son dimensionnement doit être adapté aux conditions de fonctionnement de l'installation de manière à éviter tout dépôt même temporaire de matières réceptionnées en dehors de cette aire.
Constats : Sur la plateforme de compostage, il existe une aire de déchargement, une aire de fermentation/maturation, une aire de compost fini (en attente d'analyse). Une petite aire de compost fini et une de broyats sont également présentes sur site pour alimenter les particuliers. Une aire pour le stockage des déchets bois en transit (provenant des déchetteries) est également présente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des installations – plate-forme de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plate-forme de compostage
Prescription contrôlée : Le sol de la plateforme doit être étanche. La plate-forme doit être aménagée de manière à permettre de recueillir toutes les eaux qui y ruissellent conformément au point 13.3 du présent arrêté.
Constats : La plateforme de compostage est imperméabilisée et les eaux pluviales associées sont canalisées vers un bassin de lixiviats étanchéifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagement des installations – dispositif de pesage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 40.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de pesage
Prescription contrôlée : Un dispositif de pesage muni d'une imprimante doit être installé à l'entrée du centre. Ce dispositif doit être un modèle agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.
Constats : La vérification métrologique du dispositif de pesage a été réalisée le 09/09/21 (pastille verte présente sur l'appareil). L'exploitant a présenté le carnet métrologique associé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation – limitation de l'impact olfactif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 41.5
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de l'impact olfactif
Prescription contrôlée : L'exploitation doit être menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Pas d'odeur ressentie sur site. L'exploitant indique ne pas avoir reçu de plainte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Constitution d'une installation de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Prescription contrôlée : Une installation de compostage comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes,- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci,- une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant,- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie,- une aire* (ou équipement dédié) de maturation,- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant,- une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant. <p>Le nombre d'aires peut être réduit dans le cas du compostage de déchets verts ou de déjections animales.</p> <p>Les aires signalées par un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.</p> <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p>
Constats : Le site dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'une aire de dépotage et stockage de déchets verts.- d'une aire de déchets verts broyés en fermentation et maturation- d'une aire de compost fini en attente d'analyse. <p>Deux plus petites aires existent aussi sur site pour la vente aux particuliers de compost fini et paillage.</p> <p>Les aires sont imperméabilisées.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle des matières entrantes est réalisé au niveau du pont bascule ou lors du dépotage.</p> <p>Les 2 aires de stockage des déchets verts entrants et de compost fini ne sont pas situées à moins de 8 mètres des limites de propriété du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, autre
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Toutes les dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide des secours et leur accès aux zones d'entreposage des matières ou des déchets.
Constats : Le jour de l'inspection, les voies de circulation étaient propres et dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Prescription contrôlée : L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost
Constats : Les déchets verts entrants sont séparés du tas de compost fini. 1 lot de compost fini était en attente d'analyse le jour de l'inspection. Pas d'odeur particulière n'a été notée. La hauteur de l'andain de compost fini dépassait les 3 m. Le dépassement de la hauteur de 5 m n'a pas pu être vérifié.
Observations : L'exploitant s'assurera du respect des hauteurs maximales réglementaires pour chacun de ses andains de matières fermentescibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle et suivi du procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document : <ul style="list-style-type: none">- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II,- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains,- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation,- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>Le document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de 10 ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.</p>
Constats : L'exploitant procède au suivi réglementaire des lots produits sur site. Ce point a été vérifié par sondage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
Constats : Une citerne GNR a été installée dans le hangar dont le sol est muni d'une dalle béton. L'exploitant s'assurera de l'étanchéité de l'aire de déchargement du GNR et que celle-ci est reliée à une rétention adaptée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet